

Le Burundi plaide pour la levée des sanctions de l'OIF

@rib News, 16/04/2016 à € Source Xinhua Le vice-président de l'Assemblée nationale burundaise Edouard Nduwimana (photo) a indiqué samedi lors de son retour de New York où il a participé à l'Assemblée parlementaire de la Francophonie, qu'il avait plaidé pour la levée des sanctions de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) à l'endroit du Burundi. "Nous avons essayé de plaider pour que cette mesure soit levée et il nous a été promis que lors de l'Assemblée Générale de la Session de Madagascar au mois de juillet prochain, les présidents qui seront présents à l'Assemblée vont analyser notre requête", a fait savoir M. Nduwimana.

Il s'est dit optimiste d'autant plus qu'en prenant cette mesure, l'OIF n'a pas tenu compte de l'évolution politique et sécuritaire de notre pays". "Nous avons montré que la décision de l'OIF était en déphasage avec la Résolution 2249 du Conseil de Sécurité des Nations Unies et d'autres rapports des autres visites effectuées au Burundi par le Secrétaire Général des Nations Unies, Ban Ki-Moon, une délégation de l'Union Interparlementaire et une autre des parlementaires de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs", a-t-il indiqué. "Nous avons espoir que probablement lors de la 42^{ème} Session à Madagascar cette mesure pourra être analysée", a-t-il affirmé. M. Nduwimana a fait savoir que des mesures de l'OIF de suspendre la coopération avec certains pays où l'organisation des élections n'a pas observé les règles de l'OIF ont été levées, en citant les cas du Burkina Faso, de Madagascar et d'autres. Suites aux élections du Burundi organisées en 2015, l'Assemblée Parlementaire de l'OIF a décidé de mettre le Burundi sous une observation au mois de juillet 2015. L'Assemblée Parlementaire de l'OIF s'est tenue à New York du 11 au 13 mars pour analyser la situation qui prévaut dans l'espace de la Francophonie, analyser les questions en rapport avec le terrorisme et le radicalisme religieux, entendre le Secrétaire Général adjoint des questions de maintien de la paix et échanger sur d'autres questions qui intéressent la vie politique internationale.